



# Assemblée générale

## CPSD/331

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Quatrième Commission**  
20<sup>e</sup> séance – après-midi

### **LES DÉLÉGATIONS APPELLENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À SOUTENIR FINANCIÈREMENT L'UNRWA**

La Quatrième Commission a entamé cet après-midi son débat sur les travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Mme Karen Koning Abuzayd, Commissaire générale de l'Office, a estimé que l'Office avait extrêmement bien travaillé au regard des restrictions financières et de circulation qui pèsent sur ses activités. Soulignant que son budget est très réduit, elle a appelé la communauté internationale à soutenir financièrement l'UNRWA, qui incarne à son avis l'engagement de cette communauté envers les réfugiés palestiniens. Par ailleurs, Mme Abuzayd a souligné que les nombreuses entraves à la liberté de circulation des personnes et des biens dans les territoires palestiniens occupés, aggravent les conditions économiques déjà précaires des réfugiés, qui souffrent du chômage et de la pauvreté. La barrière de sécurité érigée par Israël crée de véritables ghettos économiques, a-t-elle indiqué, et en dépit du retrait d'Israël de la bande de Gaza, certaines portions de ce territoire demeurent étroitement bouclées, ce qui appauvrit encore les réfugiés.

Les délégations qui ont pris la parole ont souligné la nécessité de soutenir financièrement l'UNRWA. Le représentant de la Tunisie a appelé la communauté internationale à fournir un financement permettant à l'Office de faire face à l'augmentation du nombre de réfugiés. L'Observateur permanent de la Palestine a pour sa part souligné que le soutien financier de la communauté internationale à l'UNRWA était aussi important que son soutien politique pour parvenir à une juste solution au problème des réfugiés palestiniens. De nombreuses délégations ont par ailleurs dénoncé les entraves à la circulation aux biens et aux personnes imposées par Israël dans les territoires palestiniens occupés. Le bouclage des territoires entrave l'activité économique ainsi que le travail de l'UNRWA, a fait valoir le représentant de l'Égypte. Par ailleurs, plusieurs délégations ont approuvé le projet d'élargir la Commission consultative de l'UNRWA, qui passerait de 11 à 20 membres.

La Commission a également achevé son débat sur les effets des rayonnements ionisants, en adoptant sans vote le projet de résolution sur la question. En revanche, elle a reporté l'adoption du projet de résolution relatif à l'assistance à la lutte antimines. La Commission a également annexé deux documents, dont le document de travail non-officiel relatif à la revitalisation de ses travaux. M. Jan Eliasson, Président de la 60<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, a salué les efforts de la Commission en ce sens, se félicitant notamment de l'organisation de dialogues interactifs.

La Quatrième Commission reprendra son débat relatif aux travaux de l'UNRWA demain, mercredi 2 novembre à 14 h 30.

Les délégations suivantes ont pris la parole: Inde, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, République arabe syrienne, Norvège, Cuba, Tunisie, Koweït, Suisse, Canada, Royaume-Uni (au nom de l'Union européenne) et Mexique. Les Présidents de l'Assemblée générale et de la Quatrième Commission, les Observateurs permanents de la Palestine et du Saint-Siège, la Commissaire générale de l'UNRWA et le Rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, se sont également exprimés au cours de cette séance.

/...

## **OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

### **Déclarations**

Mme KAREN ABUZAYD, Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a insisté sur l'importance des travaux de l'UNRWA en matière d'éducation, qui mettent l'accent sur la parité entre filles et garçons, même si le manque de ressources empêche de rénover les infrastructures. L'Office offre également des services de santé et d'alimentation aux réfugiés, en prenant notamment en charge les personnes vulnérables, dont les handicapés et les enfants, a-t-elle poursuivi, en précisant que le programme de microcrédits avait été étendu. De nombreux réfugiés souffrent de la dépression économique, qui est accentuée par le bouclage des territoires, a-t-elle dit. Toutefois, a-t-elle expliqué, le Gouvernement libanais avait promis d'ouvrir le marché du travail aux réfugiés palestiniens et d'améliorer la vie dans les camps; le Gouvernement syrien s'était engagé à aider à améliorer leurs conditions de logement et les réfugiés en Jordanie avaient désormais la possibilité de devenir citoyens de ce pays.

Mme Abuzayd a ensuite rappelé que lors d'opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza, de jeunes élèves des écoles de l'Office avaient été tués. Un répit des incursions militaires israéliennes et des démolitions de maisons a été ensuite observé, et la population a retrouvé l'espoir suite au retrait d'Israël de la bande de Gaza, a-t-elle dit. La Commissaire a par ailleurs estimé qu'une meilleure circulation était nécessaire pour permettre une amélioration de l'économie palestinienne et donc des conditions de vie des réfugiés. La barrière de sécurité a créé de véritables ghettos, a-t-elle affirmé, entravant l'emploi de nombreux Palestiniens. Elle a ensuite dénoncé les exécutions extrajudiciaires commises par Israël, tout comme le lancement de roquettes depuis le territoire palestinien vers Israël. La situation s'est améliorée depuis le retrait d'Israël de Gaza, qui est presque achevé, mais l'Office demeure un « filet de sécurité » pour les réfugiés, dont certains sont restés bloqués dans des bandes de territoire closes. Elle a donc espéré que le récent accord visant à permettre de sortir de la bande de Rafah serait reproduit pour d'autres endroits.

Mme Abuzayd a ensuite estimé que l'Office avait extrêmement bien travaillé, au regard des restrictions financières et des restrictions de circulation qui pèsent sur ses activités. La plupart de son personnel a dû quitter la bande de Gaza et l'Office apprendre à répondre à des situations toujours plus complexes, ce qui nécessite des ressources supplémentaires, a-t-elle dit. La Commissaire a également indiqué que le projet de budget était fondé sur les besoins, davantage que sur les contraintes financières. Avec l'aide de la communauté internationale, l'Office, qui incarne l'engagement de cette communauté, pourra répondre aux besoins des réfugiés palestiniens, a-t-elle conclu.

### **Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/60/13)**

Le présent rapport couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2005. M. Peter Hansen, Commissaire général de l'Office, a pris sa retraite et a été remplacé par Mme Karen Koning Abuzayd. L'environnement dans lequel opérait l'Office pendant la période à l'examen était encore une fois déterminé par la situation prévalant dans le territoire palestinien occupé et en Israël. Les troubles graves survenus de juillet à décembre 2004 ont été suivis par une période de calme relatif. Au cours de la période allant de juillet à décembre 2004, les vastes opérations militaires israéliennes dans le nord de la bande de Gaza ont nettement accru les dangers courus par le personnel international de l'Office, qui a été presque entièrement réinstallé à Jérusalem et à Amman, même si le bureau de Gaza a continué à fonctionner en dépit des dangers auxquels était exposé son personnel. Le Gouvernement israélien a le droit de protéger ses citoyens mais cela ne modifie en rien ses obligations au regard du droit humanitaire international, et il doit respecter les privilèges et immunités de l'Office. La réinstallation du personnel international a pris fin en décembre 2004, avec le retour à un calme relatif.

La grave dépression économique qui frappe l'économie palestinienne depuis septembre 2000 ne s'est pas atténuée au cours de la période examinée. Plus de la moitié de la population palestinienne continue de vivre en dessous du seuil de pauvreté. Au cours de la période examinée, 31 fonctionnaires de l'UNRWA ont été arrêtés ou détenus par les autorités israéliennes, et l'Office s'est vu systématiquement refuser l'accès à son personnel placé en détention. L'Office doit beaucoup à son personnel et est conscient de son dévouement et de sa loyauté dans les conditions très difficiles et souvent dangereuses dans lesquelles il opère. C'est avec regret qu'il note le fait que ses 12 000 fonctionnaires recrutés localement dans le territoire palestinien occupé sont les seuls membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies travaillant dans la région à ne pas toucher de prime de risque. Les conditions dans lesquelles l'Office a dû mener ses activités dans le territoire palestinien occupé ont continué de nuire à sa capacité de fournir des services.

Le rapport cite notamment les bouclages et retards aux points de contrôle, ainsi que les opérations militaires israéliennes. L'Office a poursuivi la mise en œuvre de son vaste programme d'assistance d'urgence à l'intention des réfugiés touchés par le conflit dans le territoire palestinien occupé. Des appels à l'assistance de la communauté internationale en vue de financer les programmes d'urgence de l'Office ont été lancés mais d'autres crises surgies ailleurs dans le monde ont détourné l'attention des donateurs. Or les activités de l'UNRWA sont presque entièrement financées au moyen de contributions volontaires.

L'Office espérait que la mise en œuvre du plan de retrait provoquerait un assouplissement du régime des bouclages. Le désengagement israélien de Gaza pourrait avec le temps entraîner la relance économique et permettre ainsi à l'Office de réduire ses opérations d'urgence et de se concentrer sur ses programmes principaux et de son plan à moyen terme. L'Office n'exclut pas toutefois la possibilité que les restrictions apportées à la liberté de circulation des personnes et des marchandises soient maintenues après le retrait, exacerbant la détresse économique des populations. Au cours de la période considérée, le Gouvernement israélien a également poursuivi la construction d'une barrière de séparation à l'intérieur de la Cisjordanie, ce qui a aggravé l'appauvrissement des familles alentour et perturbé le fonctionnement d'un hôpital.

L'activité principale de l'Office continue d'être l'éducation, mais celle-ci souffre des contraintes financières. L'OMS assure la supervision du programme de santé de l'Office sur le plan technique, sachant que la situation dans le territoire palestinien occupé continue d'être préjudiciable à la santé des réfugiés. L'Office a également continué de favoriser les activités génératrices de revenus. Le rapport souligne que les programmes ordinaires de l'Office souffrent de l'insuffisance de financement chronique.

L'Office compte cinq zones d'opération: la Cisjordanie, la bande de Gaza, la Jordanie, la Syrie et le Liban, pays où les réfugiés sont particulièrement désavantagés. Le rapport décrit l'évolution générale de ses programmes d'éducation, de santé, d'aide d'urgence et de services sociaux, de microfinancement et de microentreprises, de relations avec les parties directement concernées, de collecte de fonds et d'appels d'urgence. Le rapport détaille en outre la situation financière de l'Office, ainsi que ses affaires juridiques. Il évoque ainsi l'arrestation et la détention de membres de son personnel et les entraves à sa circulation, les difficultés rencontrées par ses services et locaux, les jeunes élèves tués ou blessés par des tirs des forces de défense israéliennes. Des informations statistiques et financières sont fournies en annexe.

## **Déclaration**

M. HANS JACOB FRYDENLUND (Norvège), Rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a insisté sur le fossé existant entre les besoins de l'Office et les fonds qui lui sont alloués, appelant les gouvernements à honorer leurs engagements et augmenter leur contribution au budget de l'UNRWA. Il a rappelé que les problèmes que rencontraient les réfugiés aujourd'hui étaient d'ordre humanitaire, même si cette question trouvait ses sources au niveau politique, et estimé qu'une réduction des services dispensés par l'Office pourrait avoir un effet déstabilisateur sur toute la région.

Le Rapporteur a salué les « efforts inlassables » de la Commissaire générale de l'Office dans la recherche de fonds, ainsi que le travail global de l'Office, malgré les contraintes de budget. Il a également appelé l'Autorité palestinienne et le Gouvernement israélien à rembourser les taxes. Enfin, il a estimé que la situation financière de l'UNRWA s'était améliorée, mais devrait être soutenue et augmentée de manière substantielle pour que l'Office puisse remplir ses obligations dans le cadre de son budget 2006-2007.

## **Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/60/439)**

Le Groupe de travail a été créé par l'Assemblée générale en 1970 pour étudier tous les aspects du financement de l'Office. Le rapport détaille les chiffres du budget de l'UNRWA. Il indique également que le Groupe de travail a apprécié l'idée d'élargir la Commission consultative ainsi que la participation aux réunions des pays hôtes et pays donateurs. Le Groupe a constaté que le budget, en augmentation de 30% par rapport à l'exercice biennal précédent, incluait des éléments d'interventions d'urgence en cours ou passées et du Plan à moyen terme de l'UNRWA pour 2005-2009. Il a reconnu la nécessité de poursuivre certaines opérations d'urgence dans le territoire palestinien occupé, alors que le marasme économique et le taux de chômage élevé restent des problèmes majeurs à Gaza comme en Cisjordanie. S'il a noté avec satisfaction le montant des fonds reçus par l'UNRWA pour ses activités d'urgence dans le territoire palestinien occupé, le Groupe de travail a constaté avec inquiétude que les besoins identifiés étaient moins bien couverts.

Le Groupe de travail constate avec satisfaction que le déficit du budget ordinaire de l'UNRWA est en baisse, mais il craint que cette tendance ne dure pas. Il invite instamment la communauté internationale à financer intégralement le budget 2006-2007, établi sur la base des besoins, ce qui permettra à l'Office de réparer les effets d'une longue période de sous-financement, de mettre les services aux normes en vigueur dans les pays d'accueil et de renforcer les capacités au sein de l'UNRWA. Compte tenu de la persistance des difficultés d'ordre humanitaire dans le territoire palestinien occupé et de l'absence de toute perspective à court terme d'une baisse des taux de pauvreté et de chômage, qui sont très élevés, le Groupe de travail reconnaît la nécessité de maintenir certains éléments des interventions d'urgence de l'UNRWA en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le Groupe de travail demande instamment aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de commencer à verser des contributions à l'UNRWA. Il demande instamment aux gouvernements qui n'ont versé jusqu'ici que des contributions relativement modestes de les accroître. Il demande instamment aux gouvernements de financer intégralement le budget de l'UNRWA pour l'exercice 2006-2007 et d'envisager de verser des contributions spéciales pour appuyer les initiatives de planification stratégique lancées par l'Office dans le cadre de son plan à moyen terme. Il leur demande en outre de veiller à ce que l'appui fourni par les donateurs aux programmes d'urgence, aux programmes spéciaux ou aux projets d'équipement ne réduise ni ne remplace en rien leurs contributions au programme ordinaire de l'Office.

### **Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient: budget-programme de 2006-2007 (A/60/13/Add.1)**

Le présent rapport rappelle que la mission de l'Office de secours des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) consiste à fournir des services dans les domaines de l'éducation, de la santé, des secours et de l'assistance sociale aux réfugiés de Palestine vivant en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ainsi que de faciliter leur accès au microfinancement et à des microentreprises. Le rapport présente le budget de l'Office pour la période 2006-2007, budget dont la structure est dictée par le caractère récurrent ou non récurrent des activités prévues et leur mode de financement. Le budget de l'Office est financé entièrement par des contributions volontaires dont ni le montant, ni les dates de versement ne peuvent être prévus avec une certitude absolue. Il est difficile dans ces conditions de planifier et d'exécuter les programmes et projets. Le budget comprend deux grandes parties: le budget ordinaire, où sont prévues les dépenses récurrentes de personnel et les autres dépenses récurrentes, et le budget des projets qui comprend essentiellement les dépenses non renouvelables prévues pour les projets financés par des contributions spéciales. Les activités relevant des projets ne sont entreprises que si leur financement par les donateurs est assuré.

Le rapport détaille la structure du budget en fournissant tableaux et organigrammes. Il évoque d'abord le programme d'éducation de l'Office, qui est le plus important du point de vue du budget et des effectifs. Il comprend un volet « enseignement général », un volet « formation pédagogique » et un volet « enseignement technique et formation professionnelle ». Le programme de santé vient au second rang et s'appuie sur un réseau de 125 dispensaires, dans le but d'offrir aux réfugiés une gamme complète de services de santé primaires. L'Office fournit aussi toute une gamme de secours et de services d'aide sociale, qui a pour but d'apporter une aide humanitaire aux réfugiés palestiniens les plus défavorisés et d'œuvrer pour que les femmes, les personnes âgées, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées, en particulier, deviennent plus autonomes. Le Programme de microfinancement et de crédit aux microentreprises de l'Office aide les réfugiés palestiniens et d'autres groupes marginaux à combattre la pauvreté, à améliorer leurs conditions d'existence et à créer des entreprises. Le rapport évoque en outre le Département des services opérationnels et techniques, qui soutient l'action humanitaire de l'Office en faveur des réfugiés palestiniens, et les services communs qui assurent la supervision et fournissent l'appui qui sont nécessaires au fonctionnement de l'Office et à l'exécution de ses programmes.

### **Dialogue interactif**

Le représentant de l'Égypte a estimé que la question de l'élargissement du nombre des membres de la Commission consultative de l'UNRWA était importante, surtout s'il s'agissait d'États donateurs. Il s'est demandé quels moyens financiers pourraient apporter ces nouveaux membres. Mme ABUZAYD a répondu que l'élargissement de la Commission consultative, qui passerait de 11 à 20 membres, n'avait pas pour but d'obtenir des financements supplémentaires de la part des nouveaux membres, mais de bénéficier des conseils des pays qui sont sur le terrain aux côtés de l'Office. Une commission plus large permettrait de créer des sous-comités et d'élargir les contributions financières, a-t-elle dit.

## Déclarations

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a déploré que la situation des réfugiés palestiniens se soit dégradée depuis 1948 et a demandé l'application rapide du droit au retour des réfugiés ou l'indemnisation équitable de ceux qui choisissent de ne pas revenir sur leurs terres. Le droit au retour et la propriété privée, conformes au droit international, ne peuvent s'effacer en raison du passage du temps, a-t-il ajouté. Il a ensuite déclaré que la situation des réfugiés restait terrible, avec un chômage élevé, une extrême pauvreté et des infrastructures surpeuplées et inappropriées. Les souffrances des Palestiniens ont été aggravées par une violence excessive et les violations systématiques des droits humains commises par les forces israéliennes, a-t-il ajouté. Les raids commis sur les camps ont suscité une extrême angoisse des réfugiés qui ont dû à nouveau se déplacer. Les forces d'occupation d'Israël ont continué à terroriser les camps, a-t-il affirmé, ce qui a aggravé la situation socioéconomique qui était déjà fortement dégradée. Selon lui, ces actes violent la quatrième Convention de Genève et rendent le travail de l'UNRWA plus difficile. M. Mansour a en outre dénoncé les restrictions à la liberté de circulation des biens et des personnes imposée par Israël, rendant encore plus précaire la vie des Palestiniens. Il a dénoncé la construction illégale d'un mur dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, qui a isolé et appauvri les populations. Une aide d'urgence est nécessaire pour soulager leurs souffrances, a-t-il déclaré.

M. Mansour a ensuite considéré que le démantèlement de colonies illégales et le retrait des forces israéliennes de certains territoires occupés à Gaza et dans le nord de la Cisjordanie constituait une étape importante. Cependant, a-t-il ajouté, ce retrait a été appliqué de manière unilatérale et n'a pas pris en compte les besoins des Palestiniens. Il a ensuite déclaré que l'ouverture des frontières permettrait de faire prospérer les entreprises, et qu'à défaut, la situation humanitaire resterait fortement négative. Israël doit mettre un terme aux restrictions à la liberté de circulation et cesser la construction illégale de son mur, a-t-il ajouté. Il a précisé que le retrait israélien ne modifiait pas le statut de Gaza, qui restait un territoire occupé, et ne modifiait pas non plus le mandat de l'Office, qui doit continuer à apporter son aide aux réfugiés de Gaza. M. Mansour a ensuite appelé l'Office à se concentrer, dans sa recherche de fonds supplémentaires, sur les pays arabes de la région du Golfe, susceptibles de fournir des fonds, et sur la création de groupes de soutien de pays indépendants. Enfin, il a affirmé que le soutien financier de la communauté internationale à l'UNRWA était aussi important que son soutien politique pour parvenir à une juste solution au problème des réfugiés palestiniens.

M. MOHAMMED SAEED ALMANEI (Émirats arabes unis) a estimé que les conditions de vie des Palestiniens ne faisaient qu'empirer d'année en année depuis 58 ans, en raison de la continuation de l'occupation israélienne, affirmant que celle-ci avait entraîné des châtiments collectifs, des massacres et des crimes de guerre commis par les forces israéliennes. Il a estimé que la situation s'était encore aggravée avec la construction du mur qui isole la population et a entraîné le déplacement et l'appauvrissement de nombreuses personnes.

Le représentant a fait part de sa préoccupation concernant les moyens alloués à l'UNRWA pour remplir ses fonctions, en particulier dans la mise en place de programmes de développement. Il a appelé les États et les institutions financières comme la Banque mondiale à doubler leur contribution. Il a enfin affirmé que les Émirats arabes unis apportaient une contribution financière et humanitaire aux réfugiés palestiniens, ajoutant que la situation du camp de Djénine, en particulier, soulignait la responsabilité de la communauté internationale dans la recherche d'une solution juste et durable à la cause palestinienne.

M. HARON HASSAN (Jordanie) a rappelé que son pays accueillait 1,8 million de réfugiés palestiniens, soit 42% du total. Le Gouvernement jordanien a dépensé des sommes très importantes pour aider ces réfugiés, en dépit de ses difficultés budgétaires et de ses ressources limitées, a-t-il souligné, avant de préciser que son pays compensait également le manque de ressources de l'UNRWA, qui a dépensé 76,1 millions de dollars en 2004/2005 pour les réfugiés, pendant que la Jordanie en dépensait 463,5 millions.

Le rôle de l'Office doit être renforcé et ses opérations assurées, a-t-il ensuite affirmé, car son rôle est vital pour les réfugiés et les pays d'accueil. Il a donc lancé un appel à tous les États pour qu'ils contribuent au budget de l'UNRWA. Par ailleurs, il a affirmé que les réfugiés devaient bénéficier du droit au retour et du droit à compensation financière. Les réfugiés ne doivent pas être catégorisés en fonction du lieu où ils résident, ni de leurs conditions de vie, a-t-il ensuite soutenu, ajoutant que le problème des réfugiés était le même pour toutes les parties concernées. Il a en outre appelé Israël à autoriser l'Office à accomplir son travail, et a indiqué que la Jordanie appuyait l'élargissement de la commission consultative.

M. ALI AHMAD (République arabe syrienne) a estimé que l'espoir de voir la tragédie du peuple palestinien prendre fin était mort, affirmant que la communauté internationale assistait en spectateur à cette situation, entraînant son enlèvement. Il a estimé qu'Israël agissait de la sorte car elle se savait à l'abri d'une résolution des Nations Unies. Il a déclaré que la construction du mur était un nouvel exemple de l'impunité dont bénéficiait le pays, ajoutant que les forces de l'armée israélienne empêchaient également les fonctionnaires de l'UNRWA de faire leur travail dans de bonnes conditions.

Le représentant a rappelé que la Syrie devait supporter le poids de réfugiés sur son propre territoire, et assuré la coopération totale de son pays avec l'Office. Il a estimé que les pays hôtes ne devaient pas avoir à assumer un poids financier supplémentaire lié aux insuffisances du budget de l'Office et demandé que les fonctionnaires de l'UNRWA bénéficient d'une prime de risque. Il a enfin rappelé que le droit au retour des réfugiés était garanti par une résolution des Nations Unies datant de 1948.

Mme MONA JUUL (Norvège) a déclaré que l'Office jouait un rôle vital pour préserver la stabilité et la sécurité de la région, et elle l'a félicité pour l'aide apportée aux réfugiés palestiniens, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Elle a déclaré que la communauté des donateurs avait mobilisé ses ressources pour faire face à l'aggravation de la pauvreté des réfugiés palestiniens. L'Office doit se voir octroyer les ressources nécessaires pour mener à bien son mandat, a-t-elle déclaré, invitant les donateurs à contribuer à son budget général. Elle a précisé que ses maigres ressources devaient être utilisées de façon efficace, ce qui nécessite un dialogue entre l'Office et les pays hôtes, notamment quant à l'établissement des priorités. Soutenant le plan de revitalisation de l'Office, elle s'est déclarée préoccupée par l'augmentation des frais de l'UNRWA entraînée par l'accroissement des frais de port en Israël. Elle a en outre estimé que la « barrière de sécurité » édiflée par ce pays entravait les travaux de l'UNRWA, et elle a appelé Israël à faciliter le travail de l'Office.

M. ABEL LA ROSA DOMINGUEZ (Cuba) a souligné « l'utilité extraordinaire » de l'UNRWA dans l'aide à la population palestinienne et affirmé que « l'attitude hostile du Gouvernement d'Israël » rendait son travail extrêmement difficile. Il a affirmé que les Nations Unies et la communauté internationale devaient un État à la population palestinienne. Par ailleurs, il a fait valoir que le retrait unilatéral des troupes israéliennes de la bande de Gaza ne constituait pas « le début de la fin de la politique israélienne de génocide » puisque d'un autre côté, Israël continuait de construire un mur de séparation illégal qui privait le futur État palestinien de terres cultivables, séparait des familles et les mettait dans l'impossibilité de disposer des services d'éducation, de santé et d'emploi.

Le représentant a fait part de son pessimisme à arriver à une solution pour les réfugiés et s'est aussi inquiété de la situation financière de l'Office. À cet égard, il a appelé les institutions et les États à maintenir ou augmenter leur contribution, soulignant que son pays développait, de son côté, des programmes de coopération avec les Palestiniens, malgré ses propres difficultés économiques. Enfin, il a demandé la restitution de tous les territoires occupés par Israël et réaffirmé le caractère illégal de toutes les installations israéliennes depuis 1967.

M. KAIS KABTANI (Tunisie) a évoqué le cycle de violences dans les territoires occupés et estimé que les restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation créaient une catastrophe économique. La communauté internationale devrait contraindre Israël à cesser de persécuter et de cibler les civils palestiniens, qui sont réduits au désespoir, a-t-il déclaré. Il a ensuite estimé que le déclin des ressources de l'UNRWA avait des répercussions négatives sur les réfugiés et il a appelé les pays donateurs à soutenir financièrement l'Office pour faire face à l'accroissement du nombre de réfugiés. La Tunisie soutient l'élargissement de la Commission consultative de l'UNRWA en espérant qu'il contribuerait à générer davantage de ressources, a-t-il dit. Le retrait d'Israël de la bande de Gaza aurait dû permettre de restaurer la liberté de circulation et de faciliter les travaux de l'Office, a ensuite déclaré le représentant, mais en réalité les violences se sont poursuivies. En conclusion, il a déclaré qu'une paix durable au Moyen-Orient impliquait le droit au retour et à des compensations pour les réfugiés palestiniens.

M. ALI HAMADAH (Koweït) a espéré que l'UNRWA, malgré ses difficultés économiques, pourrait poursuivre et élargir ses travaux dans les cinq zones dont elle avait la charge, sans discrimination. Il a rappelé que son pays avait toujours soutenu l'UNRWA et le peuple palestinien, financièrement et par le biais de programmes de coopération et d'infrastructures. Le représentant a souligné qu'Israël justifiait ses politiques de violence sous de faux prétextes et qu'elle était au contraire responsable de l'escalade de la violence. Il a fait part de sa préoccupation concernant le fait qu'Israël entrave le travail de l'UNRWA et arrête certains de ses fonctionnaires de manière illégale. Il a enfin demandé que le personnel de l'UNRWA bénéficie des mêmes avantages et des mêmes primes que les autres fonctionnaires des Nations Unies dans la région.

M. ANDREA SEMADENI (Suisse) a déclaré que les programmes de l'UNRWA étaient bien implantés au sein de la communauté palestinienne, soulignant le soutien important offert aux réfugiés par les pays hôtes, et les mesures récemment mises en œuvre pour améliorer la situation socioéconomique désastreuse des réfugiés du Liban. Il a affirmé que les restrictions qui touchaient à la mobilité et à la sécurité n'avaient pas cessé d'enrayer les efforts humanitaires de l'Office et que cette situation avait été encore aggravée par la construction de la barrière par Israël. Le représentant a souligné les difficultés dans lesquelles vivent les réfugiés, estimant que l'UNRWA se devait de demeurer prête à répondre aux besoins d'urgence, tout en souhaitant qu'elle puisse se concentrer sur la mise en œuvre de ses programmes principaux. Il a rappelé que son pays avait organisé une conférence à Genève avec l'UNRWA dans laquelle plusieurs mesures ont été annoncées pour soutenir financièrement l'Agence, améliorer sa gestion et développer des partenariats et des synergies au sein de la communauté humanitaire internationale.

Mme HEIDI HULAN (Canada) a réaffirmé le rôle vital joué par l'UNRWA dans l'aide aux réfugiés palestiniens, soulignant l'implication financière du Canada à cet égard. Elle a également insisté sur la nécessité d'établir une coopération élargie entre l'Office et l'Autorité palestinienne. La représentante a déclaré que sa délégation était consciente des difficultés rencontrées sur place concernant la mobilité du personnel et l'acheminement de l'aide humanitaire. Elle a rappelé que seule une solution politique, juste et durable, permettrait de régler les problèmes liés aux réfugiés palestiniens.

M. TAREK ADEL (Égypte) a jugé que la situation des réfugiés palestiniens était indissociable de la situation du Moyen-Orient en général. La situation terrible de ces réfugiés ne s'est pas améliorée suite au retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza, a-t-il affirmé. Il a dénoncé les atterroissements de ce pays pour se retirer des autres territoires occupés, ainsi que le bouclage des territoires qui entrave l'activité économique ainsi que le travail de l'UNRWA. Il a par ailleurs rappelé que plus de 72% du peuple palestinien vivait dans la pauvreté et que nombre d'entre eux étaient au chômage. Dénonçant les attaques commises par Israël contre les équipes de l'UNRWA ainsi que l'arrestation de certains de ses employés, le délégué a déploré que la construction du mur par Israël ait encore contribué à la détérioration de la situation des Palestiniens, et notamment celle de ceux qu'il a isolés. Il a appelé Israël à se conformer à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et à démanteler ce mur. Le représentant a ensuite relevé qu'en dépit de nombreuses difficultés, l'UNRWA avait remporté des succès. Il faut maintenir l'intérêt des pays donateurs et améliorer les contributions, qui n'ont pas cessé de décroître, a-t-il ajouté, précisant que l'Égypte appuyait l'élargissement des membres de la Commission consultative de l'UNRWA et qu'elle espérait que cela contribuerait à générer davantage de ressources.

Mgr CELESTINO MIGLIORE, Observateur du Saint-Siège, a salué l'aide apportée par l'Office à tous les réfugiés palestiniens, sans discrimination ou référence à leur religion. Il a toutefois estimé qu'il était nécessaire cette année de porter une attention particulière aux difficultés croissantes auxquelles étaient confrontés les Palestiniens chrétiens, affirmant que cette communauté -qui ne représente que 2% de la population- était victime d'une double discrimination et souvent considérée avec suspicion par ses voisins. Il a rappelé que tout acte violent ou extrémiste était intolérable, quelles que soient les personnes visées, et a appelé les dirigeants locaux à trouver des solutions en la matière. Le représentant a également fait part de sa préoccupation concernant le mur de sécurité qui coupe l'accès des Palestiniens aux sources d'eau, au travail, ou au commerce. « La Terre sainte a plus besoin de ponts que de murs », a-t-il déclaré, réaffirmant aussi le droit de tous à vivre en paix et en sécurité. Enfin, il a appelé à trouver des solutions pour la région par la négociation et le dialogue, en particulier sur la question de Jérusalem.

## **REVITALISATION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

### **Déclarations**

M. JAN ELIASSON (Suède), Président de la 60<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, a indiqué avoir accepté la Présidence de la Conférence des bailleurs de fonds de l'UNRWA. ...

/...

\* \*\*\* \*